

EXPRESSIONS

Majorité municipale

GAUCHE CITOYENNE

COMPLÉMENTARITÉ ET TRANSVERSALITÉ DES ACTIONS EN DIRECTION DE LA JEUNESSE

Le dernier Conseil Local de sécurité et de prévention de la délinquance a été l'occasion de mettre en lumière l'évolution profonde de notre politique de prévention en direction des jeunes. Les accompagner dans un cadre rassurant et sécurisé, collectivement ou individuellement dans leurs parcours en tant que citoyen en construction, les protéger sont des points essentiels qui caractérisent notre action. Au quotidien, nous menons une prévention dite primaire à travers des animations à caractère éducatif et social et s'adressant à de larges publics. Récemment, nous avons élargi notre panel d'actions et de dispositifs en développant des outils complémentaires et transversaux plus ciblés qui nous permettent de lutter et d'avoir une stratégie de prévention qui s'intègre dans le Projet Éducatif Orlyzien. Ainsi, il existe une cellule de prévention des rixes intercommunale, le dispositif 15/22 ans et les séjours à Arèches favorisant des temps d'échanges et de débats sur les thématiques de prévention qui sont une nouveauté et la présence quasi-quotidienne de médiateurs depuis un an développant des actions de prévention et de médiation.

Hamide Kermani

Adjoint au maire chargé de la citoyenneté, de la jeunesse et des sports

ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

LA RÉHABILITATION D'ANOTERA EN COURS !

La réhabilitation de la résidence Anotera a largement débuté. Elle est située dans le quartier Calmette et en bordure de rue de la remise au faisan de la ville de Choisy-le-Roi. Cela fait plusieurs années que cette copropriété connaît de grosses difficultés financières, d'entretien de son bâti, de ses ascenseurs et du respect de normes de sécurité. La ville a lancé avec les copropriétaires, un diagnostic sur ses difficultés multiples. La ville et l'État avaient participé au financement de cette étude à hauteur de 60 000 euros. Les élus du groupe politique dirigé par M. Messaci avait voté contre cette délibération du Conseil municipal ! Ne rien faire, c'était à l'évidence laisser se détériorer cette copropriété et créer un ghetto ! Aujourd'hui lorsque l'on passe devant cette copropriété, l'on ne peut que se réjouir de l'avancement des travaux. L'agence nationale de l'habitat participe à hauteur de 17 millions d'euros au financement, les copropriétaires ne paieront qu'un million d'euros. C'est une des opérations de réhabilitation les mieux financées par l'État en Île-de-France. Valophis habitat a pris part à cette opération en acceptant d'acquérir les logements de certains copropriétaires en difficultés financières.

La ville a démontré dans cette réhabilitation son sens du pragmatisme et sa capacité à coordonner les différents acteurs, l'État, les habitants et Valophis habitat.

Les élus socialistes et apparentés :

Maribel Avilès-Corona, Jinny Bage, Stéphanie Barré-Pierrel, Mylène Dibatista, Annie Ramariavelo, Thierry Atlan

COMMUNISTES ET PARTENAIRE

LES LOCATAIRES PAYENT LE PRIX FORT

C'est une exigence unanime des bailleurs sociaux HLM de France réunis en congrès le 3 octobre à Nantes de pouvoir compter sur l'État pour la construction de logements sociaux.

Cette année leur nombre sera très en dessous des années précédentes et les prévisions de la banque des territoires évoquent un niveau de construction très bas à 65 000 logements par an. Le pouvoir macroniste ne s'arrête pas là puisqu'il ponctionne 1 milliard d'euros chaque année aux organismes HLM les poussant ainsi à l'emprunt.

Selon l'État il n'y aurait plus besoin de nouveaux logements, la rénovation étant censée seule répondre aux besoins. C'est aussi la position de la présidente de la Région qui entend ainsi comme elle l'a déclaré à la tribune de l'assemblée régionale « éviter les ghettos sociaux et éviter l'islamisme. » (Sic !) en refusant de subventionner les projets des villes qui comptent plus de 30 % de logements très sociaux.

Les associations de défense des locataires ont dénoncé cette politique qui augmente toujours plus leur quittance et qui ne répond pas aux demandeurs de logements de plus en plus nombreux.

Groupe Communistes et partenaires :

Nathalie Besniet, Alain Girard, Karine Bettayeb, Roselyne Charles-Elie-Nelson, Maryline Herlin, Renaud Lerude, Houcine Trouky, Gilbert Lacom.

Espace ouvert à l'expression des élus du conseil municipal. Les textes publiés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.

Opposition municipale

AGIR POUR ORLY

NON INSCRIT

ENSEMBLE
CONSTRUISONS
NOTRE AVENIR

NON INSCRIT

NOUS EXIGEONS L'ARRÊT IMMÉDIAT DES OPÉRATIONS MILITAIRES CONTRE LA BANDE DE GAZA

Nous, élus au conseil municipal d'Orly, sommes catastrophés par le vœu présenté par la majorité de droite au Conseil départemental, lundi 16 oct. 2023, soutenant unilatéralement le gouvernement d'extrême droite israélien.

Nous pensons au contraire qu'il faut stopper la logique de vengeance dans laquelle s'est engagé ce gouvernement extrémiste, au mépris de la vie et des droits humains élémentaires de la population palestinienne de Gaza. Ce sont des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui visent aujourd'hui les hommes, les femmes et les enfants.

Nous demandons d'urgence au président de la République de cesser son soutien inconditionnel à la politique israélienne. La France devrait porter la voix de la paix. Elle doit exiger un cessez-le-feu pour stopper cette folie.

Elle doit se joindre à l'ONU pour demander la levée immédiate du siège inhumain imposé à la population de Gaza. C'est une catastrophe humanitaire qui fait craindre une destruction totale de la Bande de Gaza.

Nous, élus Orlysiens, exigeons l'arrêt des bombardements dont les populations civiles sont les principales victimes.

Agir pour Orly
Brahim Messaci,
Noéline Tanfour,
Sylvain Caplier

&

Florence Aït-Salah Lecervoisièr

SOMMES-NOUS TOUJOURS EN DÉMOCRATIE ?

Depuis un moment nous déplorons les limites démocratiques des conseils municipaux.

Tout d'abord le conseil municipal se déroule tous les 2 mois contre tous les mois avant cette mandature.

Ensuite les questions diverses de la minorité municipale sont limitées à 30 minutes (questions et réponses incluses) pour l'ensemble des conseillers municipaux.

De plus, malgré la limite de temps et la diminution de conseils municipaux, la majorité se permet de ne pas répondre à nos questions ou à donner des réponses évasives.

- Que tente-t-on de nous cacher ?

- Pourquoi diminuer les interrogations des habitants ?

- Le temps imparti aux questions diverses va-t-il continuer à fondre comme neige au soleil ?

En parlant de cette majorité dite de gauche, hallucinant qu'une élue qui se dit communiste s'interroge sur l'intérêt d'une grève locale.

Lénine reviens, ils sont devenus fous !

Kathy Guerche,
Christophe Di Cicco,
Philippe Bouriachi
Groupe Ensemble
Construisons Notre Avenir

Texte non parvenu

Nicole Duru Berrebi